L'HUMANITÉ rouge

Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés, UNISSEZ-VOUS !

1 F L'Humanité Rouge
B.P. 365-02 ; Paris R.P.
C.C.P. 30 226-72 ; LA SOURCE

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME
ET DE LA PENSEE-MAOTSETOUNG

3e ANNEE
JEUDI 21 OCTOBRE 71
N° 119

Malgré la fascisation et la trahison des bonzes révisionnistes

COMBATIVITÉ ACCRUE DES MASSES OUVRIÈRES

Les flots de calomnie, les innombrables mensonges, les ignobles menaces lancées par la radio-télévision et la presse pourries, lors de la grève du métro, visaient bien sûr à rendre impopulaire et à briser au besoin par la force une lutte qui paralysait en partie le fonctionnement des entreprises et donc la rentrée des profits. Mais surtout cette violente campagne cherchait à gagner l'opinion publique à des mesures anti-grèves, en particulier dans les secteurs « publics ». Pour cela Pompidou, Chaban et Cie ont essayé de dresser des travailleurs contre d'autres travailleurs et les dirigeants révisionnistes ont apporté de l'eau à leur moulin.

En se dépensant sans compter pour poignarder la grève des conducteurs de la R.A.T.P., la direction confédérale de la C.G.T., inféodée à la clique révisionniste de Marchais, a fait beaucoup plus que d'appliquer une fois encore sa ligne de trahison de la classe ouvrière.

Car ce n'est pas uniquement au sabotage de la lutte des conducteurs du métro qu'elle a apporté sa contribution décisive, c'est aussi et surtout au développement de la répression méthodique dirigée avant tout contre la classe ouvrière.

Aujourd'hui pour prendre des mesures contre le prolétariat et tout le peuple de notre pays à l'esprit de plus en plus révolutionnaire, le capital monopoleur a besoin de nouvelles lois. Les lois réactionnaires existantes ne leur suffisent même plus. Et n'importe quel prolétaire, n'importe quel travailleur sait à quel point les lois sont faites par les capitalistes, pour les capitalistes, contre le peuple.

Récemment à Lyon, chez Brandt, la direction monopoliste a licencié quatre ouvriers et la justice bourgeoise les a immédiatement inculpés pour « détérioration de matériel ». La réalité, c'est que les ouvriers de Brandt avaient bloqué des chaînes pour imposer la réintégration de camarades licenciés. Bien entendu, pour les patrons, il n'y a pas de loi. Il n'y a pas de loi pour ces assassins qui tuent quotidiennement des ouvriers dans des « accidents du travail » (trois morts par jour dans le bâtiment) et affament des centaines de milliers de travailleurs en les condamnant au chômage. Non, les lois en système capitaliste sont faites pour protéger ces buveurs de sang.

Face aux projets fascistes du pouvoir monopoliste, camarades ouvriers, travailleurs, il faut lutter unis à la base et dans l'action, tous ensemble et en même temps, classe contre classe. Toute reculade est un encouragement pour les réactionnaires.

NE CEDONS PAS A L'OFFENSIVE FASCISTE !
LA LUTTE SERA DURE, MAIS NOUS VAINCRONS !

Une campagne vulgaire et commerciale

Dimanche matin les jeunesses du parti révisionniste ont fait leur apparition sur le marché où nous diffusons.

Des garçons et des filles d'une moyenne d'âge de 18 ans ont vendu des badges qui représentent Angela Davis.

Au début ils ont commencé par dire : « liberté pour Angela Davis » et « elle est noire, elle est communiste, etc. ».

Très vite ils se sont retrouvés plusieurs dizaines venant de toute la région, les esprits se sont échauffés et ils ont absolument voulu vendre leurs badges aux gens. Cela a donné **« 1 F 50 pour sauver Angela Davis » puis « 1 F 50 pour une vie » et « une vie pour 1 F 50 ». « Votre vie, la sienne 1 F 50. »**

Cela n'avait rien de politique, c'était vulgaire et commercial.

Des permanents révisionnistes et autres riaient en me regardant dire mes mots d'ordre. Je sais bien que je fais moins de fric qu'eux ! Je sais aussi que je ne suis pas indifférent aux pauvres gens, parce que maintenant, lorsqu'ils passent devant moi, même si certains n'achètent pas l'H.R., ils me disent « bonjour ».

Ce qui est triste c'est de voir des jeunes embrigadés par le P« C »F. Il profite de leur ignorance de la vie et du travail.

Il leur fait croire que la société capitaliste va se transformer en société socialiste d'une manière naturelle, pacifique, le jour où l'ouvrier aura convaincu son patron ! ? !

Ces jeunes ne se rendent pas à l'évidence que le P« C »F est devenu « un parti de gouvernement » qui veut gérer le système d'exploitation de l'homme par l'homme.

A BAS LA DEMOCRATIE AVANCEE !

VIVE LA DICTATURE DU PROLETARIAT !

Sauvons la jeunesse ouvrière camarades ! Armons-la du marxisme, du léninisme, de la pensée-maotsétoung ! Diffusons toujours plus la juste ligne politique prolétarienne de « l'Humanité Rouge » !

VIVE LA REVOLUTION PROLETARIENNE !

VIVE LA DICTATURE DU PROLETARIAT !

Des méthodes policières dignes des nazis

(d'après des informations parues dans le « Nouvel Observateur »)

Deux jeunes promeneurs, Chantal et Jacques (n'appartenant à aucune organisation dite gauchiste) se rendaient sur leur lieu de travail, sur leur trajet, Chantal dit à son compagnon en passant devant un commissariat : « ce qu'il y a comme flics par ici. » Là-dessus, un agent surgit, les attrape par le col : « Ah les sales flics, les dégueulasses, c'est ce qu'on va voir. Au commissariat ! » Sans aucune explication on leur passe les menottes et on les envoie au commissariat, rue Lambert. Là-bas après avoir passé plusieurs heures dans une cellule, on les sépara, chacun dans une pièce. Après quelques minutes Jacques entendit dans la pièce voisine des cris, des coups, et la chute d'un corps. Il se précipita dans la pièce voisine et vit chantal entourée de flics, étendue par terre. A son arrivée dans l'autre pièce, ces mêmes flics se jettèrent sur lui et le rouèrent de coups au visage et aux reins.

Chantal avait refuser de se laisser fouiller par la préposée mais elle a été fouillée de force par un commissaire (la fouille est très humiliante : inspection du vagin et de l'anus, etc.)

On les ramena à leur cellule. Ils passèrent toute la nuit au poste, sans que Chantal puisse prévenir quelqu'un pour garder ses deux enfants.

Le 29 septembre Chantal fut condamnée : « d'outrages à agent, outrages à magistrat, rebellion, violence à agent, violence à magistrat »

Violences à agents : Aucun mandat d'arrêt n'avait été dressé contre Chantal. Elle avait tout à fait le droit de refuser la fouille. Mais voilà M. le commissaire voulait peut-être se rincer l'œil.

Chantal fut condamnée à un mois de prison ferme et trois mois avec sursis (le juge ayant refusé d'écouter le témoignage de Jacques). Il est inutile de dire qu'elle va perdre son poste à la mairie du XVIII' arrondissement et qu'elle ne retrouvera jamais de travail dans l'administration en sortant de prison.

Ces sales flics en ont fait autant que les S.S. nazis ou que les américains au Vietnam, sans pour cela avoir quelques prétexte pour les arrêter. Ces scènes rentrent en plus dans les nombreuses et de plus en plus systématiques brutalités policières. Elles sont un élément important de la fascisation. Seule recours pour la bourgeoisie pour se défendre face à la crise du capitalisme, pour étouffer l'exploitation accrue de la classe ouvrière et la montée révolutionnaire des masse populaires : Mais « là où il y a oppression il y a révolte ». Le peuple saura leur faire payer toutes ces méthodes fascistes.

A BAS LA POLICE, PILIER DE LA DICTATURE DU CAPITAL !

A BAS LA FASCISATION !

VIVE LA LUTTE CLASSE CONTRE CLASSE !

TRAVAILLEUR QUI LIS L'HUMANITÉ ROUGE SOUTIENS TON JOURNAL ! ÉCRIS-LUI POUR DÉNONCER LE CAPITAL ET TOUS SES VALETS ! L'HUMANITÉ ROUGE EST UNE ARME DE LA CLASSE OUVRIÈRE

SOUSCRIPTION PERMANENTE

C.D.H.R. Marty	Mayenne	55	F
Pour le 22e anniversaire de la République Populaire Chinoise pour le triomphe de la pensée-mao-tsétoung	Bouches-du-Rhône	100	F
C.D.H.R. Marty (octobre)	Bouches-du-Rhône	27,25	F
C.D.H.R.	Sud-Ouest	49	F
C.D.H.R. Staline (octobre)	Région Parisienne	500	F
Soutien permanent M.G.	Banlieue Parisienne	100	F
G.L.		12	F
Soutien à H.R. dans son combat idéologique M.H.	Paris	30	F
Un couple de travailleurs	Région Parisienne	20	F
Deux sympathisants	Région Parisienne	80	F
Une famille ouvrière	Paris	1	F
Soutien à la presse marxiste-léniniste - H.R. vaincra - La classe ouvrière vaincra	Langeac	4,29	F
S. permanente	Athis-Mons	100	F
F.G.	Aubervilliers	40	F
Souscription permanente à la Presse marxiste-léniniste	Moselle	50	F
Des militants marxistes-léninistes (1er versement)	Région Parisienne	450	F
Soutien à notre presse	Oise	10	F
Un lycée	Ardennes	0,80	F
Des lecteurs	Banlieue Sud	2	F
Un travailleur	Banlieue Sud	9	F
Un travailleur	Banlieue Sud	9	F
Un lycée parisien	Paris	1	F
C.D.H.R. Staline	Centre	35	F
Des lecteurs de l'H.R.	Centre	3,50	F
Une sympathisante	Bouches-du-Rhône	5	F
H.R. vaincra		10	F
Un lecteur (octobre)	Jura	100	F
Cercle Balagne et sympathisants	Paris	26	F
Un ouvrier	Région Parisienne	1,60	F
Deux sympathisants	Paris	120	F
Un jeune travailleur	Paris	1	F
Un sympathisant	Paris	100	F
Un jeune travailleur	Paris	4	F
Un ancien délégué C.G.T de l'E.D.F.	Paris	2	F
Un lycéen	Région Parisienne	10	F
Un cheminot retraité	Région Parisienne	0,50	F
Un lecteur	Région Parisienne	50	F
	Total de la semaine	2 119,74	F
	Total précédent	105 286,58	F
	Total général	107 405,32	F

DEUX NOUVELLES BROCHURES ALBANAISES

Deux nouvelles brochures albanaises, aux Editions Naim Frashéri

« Congrès de la restauration du capitalisme, congrès du social-impérialisme. »

A propos du 24e Congrès du Parti Révisionniste d'Union Soviétique. L'exemplaire 1 F.

★

« Victoire historique du marxisme-léninisme sur le révisionnisme. »

Article paru à l'occasion du 10e anniversaire de la conférence des 81 partis Communistes où le Parti Communiste Chinois et le Parti du Travail d'Albanie démasquèrent les scissionnistes révisionnistes. L'exemplaire 1 F.

Deux textes importants.

En vente à la librairie « Le Phénix », 72, boulevard Sébastopol, Paris-3e, ou par notre intermédiaire.

ABONNEMENT DE PROPAGANDE :
« L'HUMANITE ROUGE » PENDANT 3 MOIS POUR 10 F

ABONNEZ-VOUS !

Je soutien « l'H.R. » dans son combat idéologique en m'abonnant

Nom .....
Prénom .....
Adresse .....
.....

	Abonnement	ordinaire	pli fermé	de soutien
	3 mois	10 F	20 F	40 F
	6 mois	20 F	40 F	80 F
	1 an	40 F	80 F	150 F
Etranger :	3 mois	40 F	85 F	
	6 mois	75 F	125 F	
	1 an	150 F	250 F	

Règlement au C.C.P. « l'Humanité Rouge » 30 226-72 La Source ou par timbres.

L'HUMANITE ROUGE VAINCRA !

Lecteur de « l'Humanité Rouge », hebdomadaire fidèle au marxisme-léninisme et à la pensée-maotsétoung, je VERSE sans attendre pour qu'elle puisse poursuivre son juste combat idéologique et politique.

Je souscris .....F par le moyen ci-après (rayer les mentions inutiles) :

— timbres-poste
— chèque bancaire
— virement postal au CCP « L'Humanité Rouge » 30.226.72 La Source

Nom et adresse (facultatifs) .....
.....
Date : .....
Signature .....

LES YEUX S'OUVRENT

La récente grève de la R.A.T.P. a montré une fois de plus dans quel camp se rangent les directions syndicales. Une fois de plus, elles sont apparues pour ce qu'elles sont : des valets du capital. Mais là, elles sont allées encore plus loin que de coutume en unissant leurs voix à celle de Chaban-Delmas pour briser la grève des conducteurs de métro.

ISOLER LES TRAVAILLEURS POUR ASSURER LEUR DEFAITE

Dès le début de la grève, leur trahison s'est manifestée. Comme on pouvait s'y attendre de sa part, le syndicat autonome des conducteurs de métro (créé de A à Z par la direction en 1947) s'est employé à isoler les conducteurs du métro des autres catégories de travailleurs de la R.A.T.P. Il a même été jusqu'à dire qu'il appellerait à la reprise du travail si les autres catégories de travailleurs de la R.A.T.P. se mettaient en grève.

Et les directions C.G.T. et C.F.D.T. se sont empressées d'accepter ce chantage, sachant fort bien que l'isolement des conducteurs signifiait leur défaite.

Et pourtant les conducteurs d'autobus, par exemple, étaient prêts à rentrer dans l'action : Durant toute la durée de la grève, les bonzes de la C.G.T. mais aussi ceux de la C.F.D.T. n'ont rien fait pour développer la solidarité prolétarienne envers les travailleurs de la R.A.T.P. Dans certains cas, ils s'y sont même opposés. Seuls les militants marxistes-léninistes et divers progressistes ont partout où ils l'ont pu appelé à la solidarité active.

Isoler les conducteurs de la R.A.T.P., ce fut bien le souci essentiel des bonzes.

Encore une fois les dirigeants de la C.G.T. ainsi que ceux des autres syndicats sont apparus pour d'actifs briseurs de grève, pour des jaunes sur toute la ligne.

LES BONZES FACE AUX TRAVAILLEURS

Alors que face aux menaces de la direction et du gouvernement il fallait développer l'union et l'action de TOUS les travailleurs, les directions syndicales sont allées de reculade en reculade jusqu'au moment où elles ont appelé à la reprise du travail, appuyées par le bureau confédéral de la C.G.T. (sans que la moindre miette n'ait été obtenue par les travailleurs). C'est alors que les travailleurs de la R.A.T.P. ont traité ceux qui les trahissaient comme ils le méritaient : en les huant et en les appelant par leur nom : TRAITRES ! Et à l'unanimité, les grévistes ont décidé la poursuite de l'action.

Et l'on vit la presse à la botte du capital qui la veille encore crachait son venin sur les travailleurs vanter « le courage » des bonzes syndicaux (et de la C.G.T. surtout), et regretter qu'ils ne puissent se faire écouter. Et pour comble, on vit « France-Soir » et d'autres réclamer un syndicalisme fort pour contrôler la classe ouvrière.

CHABAN, SEGUY ET CONSORTS MAIN DANS LA MAIN

Alors que les dirigeants félons des syndicats avaient déjà appelé à la reprise du travail, Chaban joignit sa voix à la leur : « Je veux croire que la nuit portant conseil, la raison et le bon sens l'emporteront et que la reprise du travail s'effectuera normalement. Il en est encore temps ». Autrement dit : « J'espère que les dirigeants syndicaux seront obéis ». Il montrait qu'il savait fort bien faire la distinction entre les travailleurs et les bonzes syndicaux et qu'il mettait sa confiance en ces derniers.

C'est ainsi qu'il déclarait : alors « que des solutions qui ne remettaient pas en cause l'équilibre général des rémunérations avaient été trouvées et que des solutions avaient reçu l'accord des *syndicats*, une assemblée de *grévistes* a rejeté le tout et décidé la poursuite de la grève ». Braves syndicats et sales grévistes, n'est-ce pas Chaban !

LES YEUX S'OUVRENT

Pour justifier leur honteuse trahison, les dirigeants syndicaux ont prétendu qu'il fallait reprendre le travail pour que les forces des travailleurs restent unies alors que durant la grève ils ont tout fait pour briser cette unité.

Mais après les travailleurs de Renault, de la S.N.C.F. et bien d'autres, ceux de la R.A.T.P. ont pu juger sur pièce de la trahison révisionniste et réformiste. Les yeux s'ouvrent. Aux marxistes-léninistes de montrer la voie !

Que partout dans les entreprises les travailleurs constituent des noyaux marxistes-léninistes clandestins aux yeux du patronat et des bonzes syndicaux !

A BAS LES DIVISEURS DE LA CLASSE OUVRIERE !

VIVE L'UNITE DE LA CLASSE OUVRIERE A LA BASE ET DANS L'ACTION !

VIVE LA LUTTE CLASSE CONTRE CLASSE, SEULE VOIE POUR LA VICTOIRE !

MOTION DE SOUTIEN AUX GREVISTES DE LA R.A.T.P.

Le comité local S.N.R.T.-C.G.T. du centre de tournage-films de l'O.R.T.F. adresse son salut fraternel aux travailleurs de la R.A.T.P. en lutte pour leurs salaires, leurs conditions de travail et contre le système impopulaire de promotion au choix.

Il dénonce énergiquement l'odieuse campagne d'intoxication entretenue par le gouvernement et la réaction sur les ondes et dans la presse écrite, tendant à isoler les travailleurs en lutte de leurs frères de classe, et encourage les grévistes de la R.A.T.P. à tenir bon, à ne céder à aucun chantage et à se tenir prêts à faire échec à toute tentative de répression et de sabotage du mouvement par l'utilisation de briseurs de grèves.

A Joinville, le 12 octobre 1971.

Affichée au panneau syndical ce jour,
Transmise au bureau national ce jour.

(Cette motion a été maintenue après l'ordre de reprise du travail lancé par la C.G.T. aux travailleurs de la R.A.T.P.)

PARMI LES LUTTES DE LA SEMAINE

POTASSES D'ALSACE

95 % des 9.000 salariés des mines ont suivi un mouvement de 24 heures de grève pour obtenir l'établissement d'une grille de salaire unique pour l'ensemble du personnel, une augmentation des salaires et le paiement d'un 13e mois.

★

CHANTIERS PERRIERE (Lorient)

Les 300 ouvriers du chantier et des ateliers ont, à l'issu d'un vote, décidé la grève avec occupation des locaux administratifs pour imposer une augmentation générale des salaires.

★

CHANTIERS DUBIGEON (Nantes)

Victoire des travailleurs unis dans la lutte qui ont fait grève et manifesté dans les rues de Nantes contre la décision de licencier ou déclasser 63 techniciens. Devant la fermeté des travailleurs la direction a capitulé : toutes les mesures qu'elle avait prises ont été annulées.

★

E.D.F. - E.G.F. (Toulon)

Les agents EDF-EGF de Hyères et de Toulon ont fait 24 heures de grève à 100 % pour imposer la réduction d'une heure de travail par semaine.

La semaine de 40 heures, tout de suite et sans diminution de salaire !

★

MICHELIN (Bordeaux)

Les ouvriers qui avaient fait connaître leurs revendications depuis le mois de juin dernier ont décidé d'accélérer les choses en décidant la grève. L'assemblée générale des grévistes se réunit chaque jour pour décider des modalités de la lutte.

★

ERICSSON (Colombes)

Après 15 jours de grève avec occupation les travailleurs ont fait reculer la direction. Celle-ci a dû lâcher une augmentation de salaires un peu plus consistante que celle qu'elle avait prévue, notamment pour les salaires les plus bas.

Pas de salaires à moins de 1 000 F !

★

SIDEK

Dans cette papeterie, filiale de la cellulose du pin, les travailleurs se sont mis en grève pour exiger un rajustement des salaires de 3 % et le 13e mois.

DIEPPE

5 000 travailleurs ont manifesté dans les rues leur opposition à tout licenciement dans les usines de la région.

Aux tentatives de licenciement ripostons par l'occupation des usines !

★

MANUFACTURES DE PORCELAINE (Limoges)

Les grèves et débrayages se multiplient dans les différentes manufactures. Les ouvriers exigent une augmentation générale des salaires et une prime de vacances. Ils revendiquent aussi l'adoption d'une clause d'échelle mobile.

Pourtant ce n'est pas l'échelle mobile qui garantira le pouvoir d'achat des travailleurs, mais l'action unie et résolue à la base et dans l'action !

★

CHEQUES POSTAUX (Dijon)

Les employées ont cessé le travail 24 heures pour la quatrième fois. Elles exigent la retraite à 55 ans, la réduction de la durée du travail et l'établissement de la semaine de 5 jours.

★

CONFECTION DU NORD

24 heures de grève totale dans toutes les usines d'habillement de la région du Nord pour imposer au patronat récalcitrant une augmentation générale des salaires.

★

MATIERES PLASTIQUES (Oyonnax)

Les 300 travailleurs algériens parqués dans un immonde « foyer » délabré se sont mis en grève pour protester contre l'entassement supplémentaire qu'on prétendait leur imposer. Les patrons ont répliqué en leur envoyant les gendarmes, mousquetons à l'épaule.

Les travailleurs algériens n'ont pas cédé. Ils n'ont repris le travail que lorsqu'ils ont été certains d'un relogement décent.

★

PETITS PAYSANS DES VOSGES

Les petits paysans producteurs de lait refusent de subir plus longtemps le diktat des industriels laitiers qui imposent le prix d'achat du lait à la production. Ils ont décidé la grève du lait en ne fournissant plus les industries laitières. Leur action a rencontré un large écho chez les petits paysans, notamment ceux du Finistère.

A BAS LES MANŒUVRES DE DIVISION DE LA CLASSE OUVRIERE !

« Je travaille dans une entreprise nationalisée. Mon salaire n'est pas plus élevé que ceux des entreprises privées. C'est la même chose sauf que le contrat de travail est différent. *Exemple :* on ne peut pas renvoyer quelqu'un du jour au lendemain.

Les patrons s'y prennent d'une autre manière. Quand ils ont besoin de personnel, ils font appel aux boîtes d'intérim. Si bien que tous les quatre matins il y a des nouveaux qui arrivent et d'autres qui s'en vont.

L'autre jour, un gars d'une de ces boîtes a été renvoyé, le matin on lui a dit : « le soir tu t'en vas », et puis on lui a laissé finir la semaine par bonté d'âme. C'est le lendemain soir qu'il est parti.

Le gars allait se retrouver au chômage en attendant qu'on le replace ailleurs. De plus, il n'avait pas de raison de partir car il y avait du travail pour lui.

Je suis allé voir les syndicats pour qu'ils fassent quelque chose pour lui, pour qu'ils aillent signaler au patron qu'il y a du travail et pas de raison que le copain s'en aille.

J'ai commencé par la C.F.D.T. car les leaders ont l'air plus libéral qu'à la C.G.T. Ils m'ont dit que « par principe les syndicats sont contre qu'il y ait des travailleurs intérimaires dans l'entreprise et que tous les postes doivent être pourvus par des titulaires de la boîte ». Et puis ils ont dit que de toute façon c'était trop tard pour agir... comme on quitte plus tôt... à cause de la grève du métro... ça posait certainement des problèmes administratifs..., etc.

Ensuite, je suis allé voir les leaders de la C.G.T. J'ai expliqué le cas du camarade. Sans même me laisser finir ils m'ont dit qu'ils n'en avaient rien à foutre des intérims, qu'ils prenaient notre boulot, et que « toi, espèce de p'tit con, si t'es pas content, t'as qu'à aller voir en Chine s'ils sont heureux avec Mao » et « pourquoi que tu t'plains pas aux syndicats chinois ? »

Après ça, je suis allé voir ceux qui dans les chefs pouvaient avoir quelque influence.

Quand je suis revenu, le gars de la maison intérimaire était déjà parti, il avait compris pour les syndicats et pour les patrons que nous, les travailleurs, n'avions plus qu'à « compter sur nos propres forces ».

A bas les licenciements !

A bas les syndicats dégénérés !

Non au chômage et aux licenciements !

Un camarade révolutionnaire. »

Il y a trente ans Châteaubriant

QUE L'IDEAL DES 27 DEMEURE VIVANT !

« Vous tous qui restez, soyez dignes de nous, les 27 qui allons mourir »
GUY MOQUET
(jeune étudiant de 17 ans)

C'était il y a trente ans.

Le 22 octobre 1941, vingt-sept combattants anti-nazis tombaient sous les balles des hordes hitlériennes. Quelques temps plus tôt, un officier supérieur nazi avait été abattu, comme de juste, par les glorieux Francs-Tireurs et Partisans français.

Furieux de voir que la classe ouvrière et le peuple de France relevaient la tête, les envahisseurs voulurent frapper un grand coup. Ils choisirent alors vingt-sept otages soupçonnés de participer à la Résistance et de faire le coup de feu contre l'occupant.

En fait, et l'histoire l'a montré, les criminels de guerre allemands se soulevèrent une pierre pour se la laisser retomber sur les pieds.

Car les salves du peloton d'exécution étaient à peine dispersées par le vent que retentit dans la France entière le nom glorieux de Châteaubriant. Le sacrifice suprême de ces héros ne fut « pas inutile », comme l'avait souhaité et prévu le héros communiste Charles Michels.

Et partout en France se levèrent les fusils.

Et, avec grandeur et puissance, la violence révolutionnaire des masses françaises écrasa l'occupant nazi.

Faut-il dire encore que parmi « les vingt-sept » se trouvaient bon nombre de communistes, des responsables fédéraux de la C.G.T. de lutte de classe (clandestine à l'époque), des métallos, et des intellectuels communistes et non communistes.

Faut-il dire que parmi « les vingt-sept » se trouvaient le nom lumineux et désormais célèbre de Jean-Pierre Timbaud, ouvrier métallo, qui faisant face aux mausers S.S. cria : « Vive le Parti communiste allemand. »

Et que se trouvait aussi parmi eux un jeune étudiant parisien, âgé de 17 ans dont le grand nom est pour

« Toute ma vie, j'ai combattu pour une humanité meilleure. J'ai la plus grande confiance que vous verrez réaliser mon rêve : ma mort aura servi à quelque chose. »
JEAN-PIERRE TIMBAUD
(un dirigeant C.G.T.
des métallurgistes parisiens)

« C'est dans cette combe qu'ils ont été amenés par un matin semblable à ce matin d'aujourd'hui, c'est devant ces poteaux qu'ils ont été fusillés, c'est dans cette tranchée ouverte sous leurs yeux que leurs corps se sont effondrés sous la rafale de mitrailleuse et se sont glacés côte à côte.

Entendez-vous, métallos : ici est tombé Timbaud.

Entendez-vous, femmes du textile, ici est tombé Vercruysse.

Entendez-vous, travailleurs de la chaussure, ici est tombé Michels.

Entendez-vous, parias des industries chimiques, ici est tombé Poulmarch.

Dites-le à vos patrons, criez-le à leur gouvernement.

Entendez-vous, jeunes gens et jeunes filles de France, ici Guy Moquet est tombé. » (Gaston Monmousseau)

toujours inoubliable, le camarade Guy Môquet. Lui qui, de son cachot, écrivit dans sa dernière lettre : « *Vous tous qui restez, soyez dignes de nous, les vingt-sept qui allons mourir.* »

Oui, la mort de Jean-Pierre Timbaud et de ses camarades « aura servi à quelque chose ».

CHARLES MICHELS
(Secrétaire Général
de la Fédération C.G.T.
des Cuirs et Peaux)

Oui, *l'Internationale* qu'ils chantaient devant la mort résonne encore dans la classe ouvrière de France.

Et c'est à nous, jeunes et vieux communistes marxistes - léninistes, de raviver la flamme rouge de cet épisode historique des luttes de la classe ouvrière. Des traditions comme celle-ci ne doivent pas s'oublier, et l'exemple glorieux « des vingt-sept » doit nous servir de guide.

C'est à nous marxistes-léninistes de France, c'est à notre journal *l'Humanité Rouge* (le journal de François Marty, commandant Bourgat pendant la Résistance) de relever le Drapeau Rouge que le kollaborateur Marchais a voulu traîner dans la boue.

Que l'exemple de François Marty et de Guy Môquet reste vivant !

Honneur et gloire aux vingt-sept de Châteaubriant !

Marchais kollabo !

L'Humanité Rouge *héritière de la Résistance !*

Vive le communisme !

La "nouvelle société" dans un village du Nord

Sitôt dépassé le dernier panneau indicateur de notre village (700 habitants), vous pouvez voir, à perte de vue, les riches terres betteravières et céréalières de la plaine du Nord. Six familles de gros agriculteurs, aux moyens énormes, mécanisés, possèdent toutes ces vastes étendues aux récoltes abondantes.

A côté d'eux, subsistant misérablement, quelques autres petits paysans qui travaillent de l'aube au crépuscule toute l'année, sont obligés de subir la loi de fer et les conditions les plus dures « offertes » par les gros agrariens : emprunts intéressés, associations inégales, locations à haut tarif du matériel agricole.

La fortune des quelques gros rapaces, toujours avides de profit, ne se compte plus, sans dénombrer leurs privilèges féodaux : chasses et pêches gardées donc punition du braconnage, glaneurs menacés de poursuites, ouvrières enceintes par le patron, mécontents tout simplement renvoyés, tracteurs qui ravagent les petits jardins ouvriers, etc., en un mot, le plus profond mépris de la sueur versée par le peuple et l'arbitraire le plus vil.

Pendant ce temps, qu'en est-il de la réalité sociale de notre village ? (et les méfaits de l'éhontée exploitation de l'homme par l'homme sont loin d'être tous ici comptabilités !!!) :

Dix débiles profonds ou plus légers (situations identiques dans les villages avoisinants) non suivis ni pris en charge par qui que ce soit, dont un vient de perdre son dernier parent et qui se trouve embauché, sans aucune défense du fait de son infirmité, par un fermier comme garçon d'étable (« lui, au moins ne rouspètera pas »).

Plusieurs familles, comprenant des chômeurs ou des ouvriers agricoles totalement démunis, dont les gosses en haillons, errent par les rues, machônnant un bout de pain pour tout repas, et à qui, lors de toute élection-trahison, on donne un sac de charbon ou de pommes de terre.

Les vieux, très nombreux, qui s'éteignent doucement, désargentés, sans aide, esseulés malgré le travail bénévole de quelques jeunes ouvriers révolutionnaires.

Les accidents du travail : une main déchiquetée par un engrenage, un pied sectionné par un wagon de chemin de fer, un ouvrier épuisé par les cadences infernales se tuant en voiture au retour de son travail.

Les femmes, employées dans la petite entreprise textile tenue par un gros négociant (7e famille de voleurs) et qui touchent de 35 000 à 40 000 F par mois.

Les jeunes, sans avenir ni horizons, qui traînent leur amertume d'un cabaret à un autre.

Les Portugais et Espagnols, relégués à l'écart, « logés » par le patron, tenus en laisse et qui sont silencieusement pressurés jusqu'à la moëlle.

Et les gros fermiers, buveurs de sang du peuple, avec des sourires apitoyés et des yeux chavirés osent nous dire : les « fous » (lire les débiles) vivent grâce à nous qui leurs donnons du travail. Les familles en guenilles, tous des fainéants qui ne foutent rien de leurs journées. Les vieux, ils ont fait leur temps, les pauvres ! Les mutilés du travail, ils étaient « pleins » (lire saoûls). Les femmes, elles n'ont qu'à rester chez elles et torcher leurs moutards si elles ne sont pas contentes. Les étrangers sont tous des sous-développés qui mangent le pain des Français et qui grâce à nous (les patrons) peuvent vivre décemment. Les jeunes, tous des crapules bons pour la Légion.

Déversez, déversez votre sale venin et vos mensonges obscurantistes, serpents capitalistes, mais sachez que se forgent dans les petits villages comme le notre des hommes qui n'ont pas froid aux yeux... (rappelez-vous vos raclées de 1936, bâtonnés par les ouvriers), de ces ouvriers conscients et résolus qui voient en tous les déshérités, des frères de malheur, des frères de combat et qui, un jour viendra, se dresseront derrière le véritable Parti du prolétariat (car que dire du P« C »F qui n'a jamais rien fait pour la lutte locale ?) et de tous les miséreux, des bleus de chauffe, des culterreux et des éclopés pour vous faire rendre gorge et venger tous vos crimes abjects, même les plus petits, et bâtir un état socialiste prolétarien où le Parti des Ouvriers dirigera et où tous ceux qui n'ont pour vivre que leur vie et du pain sec pourront enfin sourire à la vie dans un pays sans parias, débarrassés de ses parasites.

Mais pour cela, nous tous, ouvriers des champs et des villes, immigrés et français, femmes et hommes, jeunes et vieux, travaillons patiemment avec résolution et courage, unissons-nous à la base pour lutter sans répit, jusqu'au bout, derrière l'avant-garde autentiquement Communiste Marxiste-Léniniste pour briser la féroce dictature de la bourgeoisie et édifier une société nouvelle dans une France Rouge.

Vive la lutte de classe !

Correspondant H.R.

LA PEINE DE MORT AU SERVICE DE LA BOURGEOISIE

La France est un des rares pays européens où existe encore la peine de mort. Elle partage ce « privilège » avec l'Espagne. Depuis quelques temps, la bourgeoisie fait un gros battage sur cette question : dans la presse, à la radio, à la télévision.

Quant à nous, nous disons que nous sommes résolument contre la peine de mort en régime capitaliste. En régime socialiste, où les tribunaux seront des tribunaux populaires, cette question sera à résoudre par le peuple lui-même.

La question de la peine de mort est étroitement liée à celle de l'Etat et de la justice. Au service de qui est la justice ? Tel est le critère qui détermine notre position.

UNE JUSTICE AU SERVICE DE LA BOURGEOISIE

Comme en toutes choses, nous devons nous poser la question : Au service de qui est la justice ? Qui prononce les sentences de mort ? Est-elle au service de tous comme le prétend la propagande bourgeoise ? Non ! Est-elle au service du prolétariat et du peuple ? Non ! Elle est au service de la bourgeoisie. La magistrature est un organisme de répression de l'Etat. De même que la police et l'armée, elle sert à la bourgeoisie pour exercer sa dictature sur les masses laborieuses. C'est ce que nous a enseigné Lénine et c'est ce que la vie nous confirme.

Dernièrement encore, cette justice nous a montré qui elle sert. A Lyon, des ouvriers qui avaient bloqué la production (en rendant inutilisables certains produits) pour protester contre un licenciement arbitraire, ont été arrêtés ; ils risquent de deux à six ans de prison. Par contre, le patron, Brandt, n'a lui jamais été inquiété pour les travailleurs « accidentés » dans son usine.

DES PRODUITS DU CAPITALISME

Les criminels sont des produits du régime capitaliste, un régime fondé sur l'exploitation de l'homme par l'homme. Un régime où l'argent est considéré comme le bien suprême et où ceux qui en sont démunis sont méprisés. Une société qui inculque l'individualisme, où le cinéma, les livres font des crapules des héros. La société capitaliste a les assassins qu'elle mérite. Nous ne cherchons pas à les justifier, mais nous remettons les choses à leur place. S'il fallait exécuter les criminels de droit commun, il faudrait d'abord commencer par ceux qui diffusent le mensonge dans le peuple. La criminalité est un des résultats du capitalisme, pour qu'elle disparaisse c'est le capitalisme qu'il faut faire disparaître. La justice bourgeoise cherche à masquer la source du crime, à nous de la dévoiler.

Ajoutons encore que fort souvent l'alcoolisme est à l'origine de nombreux crimes. L'alcoolisme est lui aussi un produit du capitalisme. Il n'est pas rare que des travailleurs boivent pour oublier la misère, l'exploitation, leur vie de chien, où les jours se suivent et se ressemblent faits des mêmes peines.

Et ce sont les Ricard et autres qui incitent à l'alcoolisme : pour le bien de leurs profits, mais eux ils comptent parmi les maîtres de la société !

DES CRIMINELS EN LIBERTE

Chaque année, des milliers de travailleurs meurent parce qu'on leur imposait des conditions de travail insoutenables (H.-R. en a souvent donné des exemples), parce que les patrons ne respectent pas les règles de sécurité. N'est-ce pas des assassinats ? Et pourtant leurs auteurs sont libres et mènent grande vie et la justice est à leur dévotion. Et ceux qui ont fait assassiner des travailleurs par leur police, ceux qui ont assassiné des patriotes en Algérie, en Guadeloupe et ailleurs ? Ils ne sont rien d'autres que des criminels.

DEUX POIDS, DEUX MESURES

Trente-deux mois de prison pour l'assassin U.D.R. de Marc Lauvin. Un ouvrier est déclassé dans son travail. Il menace son chef qui en est responsable. La police est lancée après lui. Il abat un policier. Il ne fait que se défendre car depuis quelques temps (Christian Riss, Malakoff, etc.), la police tire sans crier gare. Il est condamné à mort. Le procureur dira : « *C'était un policier. C'est une question de principe* ».

Voilà quelques raisons qui font que nous sommes contre la peine de mort mais ce ne sont pas les seules.

ASSASSINER LES MILITANTS REVOLUTIONNAIRES

Sous le prétexte d'appliquer la peine de mort aux criminels de droit commun, la bourgeoisie veut ainsi pouvoir l'étendre dans certaines circonstances aux révolutionnaires qu'elle qualifie de « droit commun ».

C'est ainsi que Fernand Yveton, militant communiste, pour son soutien au peuple algérien, fut arrêté comme « droit commun » et exécuté en tant que tel. Son assassin s'appelle François Mitterrand qui était alors ministre de la Justice.

C'est encore sous le même prétexte que les révolutionnaires Sacco et Vanzetti furent assassinés. Ils furent accusés d'un crime de droit commun et c'est pour ce soi-disant crime qu'ils passèrent à la chaise électrique. Et l'Histoire regorge de cas semblables.

En maintenant la peine de mort, la bourgeoisie se réserve la possibilité de l'employer contre les militants révolutionnaires. Ce n'est peut-être pas un hasard si elle qualifie le mouvement révolutionnaire de « nouvelle forme de délinquance ». La bourgeoisie n'en est pas encore à condamner à mort des militants révolutionnaires, mais elle se garde la possibilité de le faire « légalement » en d'autres circonstances en étendant aux révolutionnaires le qualificatif de droit commun (ce qu'elle a commencé à faire).

A BAS LA PEINE DE MORT !

Nous combattons par principe la peine de mort en régime capitaliste, mais nous la combattons en particulier à l'heure actuelle où l'Etat se fascise toujours plus, car elle constitue une possibilité « légale », « constitutionnelle » de recourir à l'assassinat des révolutionnaires. Etre pour l'abolition de la peine de mort, c'est rendre cela plus difficile. Ceci dit, nous devons être convaincus que la bourgeoisie n'hésite jamais à assassiner les travailleurs lorsque sa domination est menacée. Et c'est la raison pour laquelle il ne saurait y avoir de « passage pacifique » au socialisme.

A BAS LA PEINE DE MORT AU SERVICE DE LA BOURGEOISIE !

A BAS LA FASCISATION !

VIVE LA REVOLUTION PROLETARIENNE !

André COLERE.

LISEZ PEKIN-INFORMATION

HEBDOMADAIRE THEORIQUE ET POLITIQUE

L'exemplaire : 0,35 F

ABONNEMENTS : 1 an, 14 F — 2 ans, 21 F — 3 ans, 28 F

Spécimen gratuit sur demande

En vente à la librairie LE PHENIX, 72 boulev. de Sébastopol, Paris-3e ou par notre intermédiaire.

LA RÉFORME JUDICIAIRE : Un pas de plus dans la fascisation

On fait grand cas des débats « passionnés » qui se mènent au Parlement à propos de la réforme des professions d'avocats et d'avoués. Notons au passage que le dit Parlement — qui comporte nombre d'avocats en son sein, tels MM. Marcellin et Edgar Faure — s'est montré moins enthousiaste pour la récente loi réformant l'aide judiciaire. Celle-ci concerne en effet la défense de tous ceux qui n'ont pas de sous pour se payer un avocat ! Les parlementaires ont ostensiblement montré le peu d'intérêt qu'ils portaient à la chose: ils étaient une vingtaine seulement présents à la discussion, une petite douzaine lors du vote. Ça n'empêche pas de toucher les indemnités parlementaires, alors, n'est-ce pas ?

Une affaire de gros sous

Revenons au « projet Pleven ». Devant la plupart des tribunaux, actuellement, la procédure est longue et coûteuse et fait intervenir une série de personnages dont, notamment, l'avocat et l'avoué. C'est, bien entendu, fait exprès : plus c'est compliqué, moins le pauvre diable qui a affaire à la justice sera tenté de se débrouiller tout seul. Par mesure de précaution, on va même jusqu'à le lui interdire dans certains cas. C'est ainsi que l'avoué existe pour « représenter » son client ; même si ce dernier est présent physiquement à l'audience du tribunal, s'il n'a pas payé un avoué pour le « représenter », c'est comme s'il n'était pas là. Son affaire ne peut pas être traitée. L'avocat, lui, n'a pas qualité pour cela. Il peut seulement plaider. A première vue, on peut donc se réjouir de voir fusionner en une profession unique ces deux messieurs. Ah ! bien ! ouiche !

1° Au lieu d'être simplifiée, la procédure est rendue encore plus embrouillée.

2° Au lieu de payer deux fois à deux messieurs différents, on paiera deux fois à un seul. Les « honoraires » de chaque activité resteront distincts.

3° L'Etat (ou plutôt nous, les travailleurs) rachètera les charges des avoués, survivance héritée du Moyen Age, et cela coûtera des sommes colossales.

Cela se répercutera aussi, bien entendu, sur les frais de justice. Les travailleurs savent bien déjà que cela ne vaut pas le coup d'aller au conseil des Prud'hommes pour une affaire portant sur moins de 1 000 F environ. Car même si — ce n'est pas toujours le cas — le tribunal reconnaît vos droits, vous dépensez plus en frais d'avocat et de procès que vous ne récupérez. C'est toujours cela de pris pour les patrons.

Le grignotage des libertés

Mais il y a plus grave encore. Un article du projet prévoit que dans certaines conditions un avocat peut être, à l'audience, immédiatement frappé de sanctions sur les seules conclusions du ministère public, c'est-à-dire du représentant du gouvernement, sans possibilité de se défendre. C'est un nouveau pas d'importance dans la fascisation. Les gouvernements espagnol, américain, brésilien qui ont mis en œuvre de semblables procédés ne se font pas faute de les appliquer dans les procès politiques.

Plus d'un avocat des Black Panthers, aux U.S.A., s'est vu ainsi immédiatement arrêté et emprisonné pour « outrage à magistrat » au cours d'une plaidoirie. On n'en est pas encore là mais on y va sûrement.

De plus, le projet prévoit l'annulation des délibérations des conseils de l'Ordre des avocats qui déposeraient leurs attributions. Qu'on se rappelle les courageuses prises de position de certains conseils pendant la guerre d'Algérie, ou contre les violations de libertés individuelles et on comprendra tout de suite l'usage réservé à cet article.

Renforçant la main-mise des monopoles sur les cabinets juridiques, éliminant radicalement les jeunes avocats sans le sou, le « projet Pleven » est aussi et surtout un nouveau pas en avant dans l'arsenal législatif que le gouvernement des monopoles se prépare. Comme tous les autres, il sera impuissant à maintenir sa domination.

Directeur de publication : Suzanne MARTY — C.P.P.P. N° 47291 — Distribution N.M.P.P. — Imprimerie N.P.P., 56, rue des Hales - PARIS (20e) — Dépôt légal : 3e trimestre 1971.

ATELIERS HUREL-DUBOIS (PARIS) :

LES CAPITALISTES ONT LES DENTS LONGUES

Plus ils en ont, plus ils en veulent !

Depuis quelques temps, dans l'usine Hurel-Dubois, les flics de la direction, « la maîtrise », avaient pour consignes de concentrer « leurs efforts » en vue de faire augmenter les cadences. Les ouvriers déjà excédés par un rendement poussé au maximum dans des conditions de travail lamentables : bruit infernal, 118 décibels relevés dans le hangar alors que la zone d'alerte est de 60, outillage non adapté au travail, sécurité sacrifiée au profit, brimades continuelles de la part de la maîtrise flicarde dans le but de diviser les travailleurs pour faire régner l'esprit de rendement individuel ; ont compris qu'il fallait réagir énergiquement contre ces nouvelles mesures de renforcement de notre exploitation de la direction. Ils ont décidé un premier débrayage d'une heure consacré à une réunion de concertation afin de déterminer à la base les formes d'action à adopter. Il en a résulté une pétition unanime (98 %) présentée à la direction par une délégation qui ne fut pas reçue par cette dernière ; la riposte des ouvriers fut un second débrayage appuyé du mot d'ordre « de vitesse de croisière » dans la production qui fut suivi à 100 %, ils s'organisèrent également à la base pour déjouer les manœuvres de la maîtrise qui tentait d'entamer la conviction des travailleurs en les baratinant individuellement. Devant la détermination des travailleurs, la direction s'est vue contrainte à lâcher du lest. Les patrons ont accepté toutes les propositions de la base mais cela reste pour certains points au stade des promesses. Les ouvriers se sont réunis une troisième fois pour affirmer leur volonté de reprendre la lutte si la direction « oubliait » ces quelques points. Ce mouvement mené dans l'unité à la base et dans l'action grâce à l'entente entre les ouvriers intérimaires et ceux de Hurel-Dubois a permis de faire reculer le patronat. Notons que Hurel-Dubois est une des boîtes où grâce aux actions passées, l'union des ouvriers intérimaires et des ouvriers en fixe est à toute épreuve. Exemple : les délégués ont affirmé à la direction : « Vous nous avez imposé les intérimaires, maintenant ils resteront. » Il n'est pas rare également de voir débrayer tout un atelier pour empêcher la mise à la porte arbitraire d'un ouvrier intérimaire.

Vive la juste lutte des travailleurs de Hurel-Dubois pour de meilleures conditions de travail !

Tous unis à la base et dans l'action nous vaincrons les patrons !

Un Travailleur de Hurel-Dubois

E.D.F. :

A BAS LES PRIMES ! DES SALAIRES DÉCENTS !

Aux services Equipement de l'E.D.F., nous avions l'habitude de toucher une prime particulière lors des fins de chantiers. La direction patronale nous l'a rachetée juste avant les départs en congés et le rachat a été calculé sur six ans.

Tout s'est passé « dans le calme et la dignité ».

Ce qui est à noter, c'est que les dirigeants de la C.G.T. ont tronqué un vieux principe de luttes de classes qui se veut être « contre toutes les primes et pour un salaire décent ».

Dans le cas présent ,au lieu de lutter contre la décision du « rachat sur six années » et pour que la prime soit intégrée au salaire, les syndicats ont défendu la décision des patrons en disant que par principe « ils sont contre toutes les primes » et qu'il valait « mieux tenir que courir » ou autres absurdités du même genre.

Voilà ce que le révisionnisme apporte de nouveau aux principes revendicatifs de la lutte « CLASSE CONTRE CLASSE ».

A BAS LES PRIMES !

DES SALAIRES DECENTS POUR TOUS !

VIVE LE SOCIALISME !

Les chefs syndicaux bradent les revendications ouvrières

Réunis face au personnel de différents services de l'E.D.F., les chefs des syndicats C.G.T., C.F.D.T., F.O. et d'autres ont voulu faire adopter une motion qu'ils devaient remettre au patron.

Les trois points de la motion demandant l'ouverture de discussions « patrons-syndicats » étaient les suivants :

— Réduction des horaires ;
— Augmentation des salaires ;
— Révision de la grille des rémunérations.

Ils ont fait des discours ainsi que F.O. qui a dit qu'il fallait demander 41 heures.

Des travailleurs ont dit :

« Pourquoi pas les 40 heures ?

— Oui, pourquoi vous ne marquez pas sur la motion les 40 heures tout de suite ?

— Il faut demander l'application de la loi de 1936. »

C'est la C.G.T. qui a répondu pour les autres « qu'il fallait discuter avec le patron pour voir et qu'on ne pouvait pas tout demander d'un seul coup », tandis que dans la salle ceux qui lisent encore la *V.O.* disaient « il ne faut pas rompre l'unité des syndicats. »

C'est ainsi que malgré tout ils n'ont pas modifié la motion. Quant à la question des salaires, la C.G.T. a dit qu'elle demandait 12,5 % pour la catégorie de l'ouvrier débutant, ce qui bien sûr n'est pas indiqué dans la motion.

Nous avons appris par la radio qu'en discutant avec les patrons, les syndicats avaient remporté une victoire et qu' « on aura 1 % de mieux que prévu à l'E.D.F. »

Merci patrons et n'oubliez pas les délégués des syndicats pour les avancements de fin d'année.

Un Camarade de l'E.D.F.

LETTRE OUVERTE AU MAIRE REVISIONNISTE DE LA SEYNE

« Nous avons lu attentivement le discours que vous avez prononcé devant un parterre qui a l'avantage de bénéficier d'une situation à la mairie ou dans ses annexes et dont la présence correspond à leur place dans ce club. Dans ce cortège, composé en général des personnes qui n'ont jamais dépensé le moindre effort pour les anciens de la localité, vous avez volontairement oublié ceux qui depuis des années se sont dépensés bénévolement pour les personnes âgées et qui, malgré leur âge, sont encore à la direction des vieux et des retraités pour les assister et les défendre dans leur droit légitime à une retraite juste et humaine. Vous avez omis de rappeler qu'à un certain moment vous aviez pris position contre une vieille organisation de la vieillesse, tout d'abord parce qu'elle était dirigée par un vrai communiste et ensuite parce qu'elle avait présenté un programme revendicatif en trois points : Construction dans l'immédiat d'une maison de retraite convenable pour tous les vieux et les vieilles de La Seyne, car ils étaient logés dans une écurie ; un restaurant-foyer pour distribuer deux repas par jour à toutes les personnes âgées d'un revenu insuffisant ; agrandissement du foyer dans le jardin de la ville que votre ancien patron et vous même vous aviez refusé en bloc. Naturellement ces vieux combattants ne figuraient pas dans la suite de votre cortège. Vous n'avez pas dit non plus qu'en avril 1967, vous avez envoyé dans une assemblée des retraités du bâtiment, deux de vos sous-fifres pour démolir la section qui n'était pas conformiste et vous n'avez pas dit non plus que vous avez opéré activement avec vos camarades du P. « C. » F. pour jeter hors de la Bourse du Travail la dite Section des retraités du bâtiment parce qu'elle n'est pas aux ordres de ce parti.

Voilà comment vous concevez votre intéressement pour la vieillesse. Nous ne voulons pas soulever le cas de certains qui se trouvent toujours dans la galerie des bénéficiaires et nous sommes certains qu'ils seront encore dans cette distribution, tandis qu'un grand nombre de misèreux seront abandonnés à leur triste sort. Le fait qu'aucun authentique représentant des organismes de la vieillesse n'était dans la suite de votre cohorte, en est la preuve véritable de nos affirmations. Nous avons toujours fait connaître aux masses que vous êtes les valets de la bourgeoisie qui domine le peuple et particulièrement les plus déshérités, lesquels ne sont pas en mesure de crier assez fort contre les actes d'injustice que vous commettez quand vous détenez un minimum de pouvoir. Or, depuis 25 ans que vous bénéficiez d'une situation privilégiée à la municipalité, vous ne vous êtes jamais occupé des vieux d'une façon sérieuse et prolongée, sinon pour mettre de l'embrouille dans le mouvement des retraités ; cependant pendant 25 ans vous avez bénéficié d'une mensualité et vous continuez à en bénéficier pour semer la discorde dans le camp syndical des personnes âgées que vous voulez dominer à votre façon. Nous savons que pendant 25 ans vous n'avez fait que des courbettes et subir des humiliations pour conserver votre place rémunérée.

D'ailleurs, le P. « C. » F. a bien besoin des militants comme vous qui s'adaptent à tout sans réagir, qui ne contestent jamais rien qui puisse mettre en colère les grands de l'appareil parisien. Vous êtes comme votre entourage une galerie de saltimbanques, prompts à toutes les fonctions et à toutes les aberrations, même à faire fusiller les travailleurs contestataires comme a fait votre camarade Gomulka en Pologne, il y a un an.

Voilà pourquoi nous exhortons les travailleurs sincères et honnêtes qui militent encore dans votre parti de quitter cette galère et de venir nous rejoindre. »

Correspondant H.-R.

Une honteuse exploitation

« Je travaille dans un petit atelier qui s'appelle atelier « Soleil d'or ». On y est une cinquantaine de filles handicapées physiques. Il faut voir comment on nous fait travailler ! On fabrique des boîtes, des fleurs en papier, des lanternes... On nous donne entre 30 F et 50 F et tout ça pour 40 h par semaine. Heureusement qu'on est logé et nourri. C'est toutes des jeunes. Entre midi et 2 h on n'a pas le droit de mettre le nez dehors. Non seulement on travaille toute la journée pour rien, mais encore on nous fait activer. Ainsi les capitalistes nous traitent pire que leur chien (je suis sûre que leur chien mange pour 200 F ou 300 F par mois si c'est pas plus) ; cette vie d'esclave ne peut plus durer.

Unies avec les autres travailleurs nous renverserons le capital !

Seul le socialisme nous permettra de vivre dignement sans profiter de nos incapacités physiques !

Une travailleuse du « Soleil d'or ».

LE SCANDALE DE LACQ

Je viens vous mettre au courant de la situation catastrophique que le Capital n'hésite pas à imposer aux travailleurs du complexe de Lacq.

Depuis dix ans, la situation se désagrège parce que le Capital ne trouve pas rentable une entreprise qui fait pourtant vivre un grand nombre de Béarnais. Les chômeurs, déjà nombreux dans ce pays laissé à l'abandon, vont augmenter sans espoir de trouver le moindre travail : en dehors de Lacq, il n'y a aucune industrie. La direction refuse le contact avec les ouvriers ; le gouvernement se désintéresse de leurs problèmes vitaux. La situation est grave et alarmante pour les travailleurs.

Un exemple : l'usine Azolacq est menacée de fermeture. Les ouvriers de l'usine se sont rebellés. Ils ont établi et étudié minutieusement un dossier qui permet de reconvertir l'activité de l'usine : au lieu de fermer l'atelier de fabrication de l'urée — dont la France est excédentaire — on lui adjoindrait un atelier qui la transformerait en mélamine. Au lieu de ralentir l'activité, on peut ainsi l'augmenter !

Les travailleurs se sont battus pour imposer cette solution. En vain ! La direction a refusé de les entendre, les différentes portes « officielles » auxquelles ils ont frappé — municipalités, préfecture, cabinet ministériel — sont restées closes malgré leurs multiples démarches. On n'a même pas daigné répondre à une seule de leurs nombreuses lettres !

La colère des travailleurs a redoublé lorsqu'ils ont appris à la fois que l'usine fermerait définitivement ses portes en octobre et, qu'à 90 km de là, Ugine-Kullman implantera une entreprise qui fabriquera exactement la même chose que l'usine qui ferme !

Ils lancent un appel à tous les travailleurs et à tous les chômeurs de la région pour que la lutte s'engage. Elle sera sans compromission et durera jusqu'à la victoire du prolétariat.

A bas le Capital et ses laquais !

Une Béarnaise,
fidèle lectrice de H.-R. »

OUVRIERS REUNIONNAIS

A bas la féroce exploitation de Simca !

Dans les tristement célèbres usines de Poissy, l'exploitation est si féroce que leur réputation n'est plus à faire. Eprouvant quelques difficultés à recruter les esclaves qu'elle pressure impitoyablement pour arrondir toujours plus ses énormes profits, la direction des usines Simca-Chrysler a trouvé un moyen commode pour résoudre ce problème à peu de frais : l'ouverture d'une « antenne » à la Réunion.

Des « rabatteurs » zélés

Saint-Denis-de-la-Réunion étant située à 13 000 kilomètres de là, comment une telle entreprise peut-elle être « rentable » pour Simca ?

A cause de la situation de l'emploi, tout d'abord : on compte à la Réunion 20 % de chômeurs pour une population active de 226 528 personnes et une population totale de 440 000 personnes environ dont 60 % ont moins de 21 ans. Chaque année, 10 000 jeunes se présentent sur un marché du travail de plus en plus étriqué, frappé par la crise la plus grave de toute l'histoire du pays, conséquence directe de la colonisation française.

De plus, outre son propre appareil de publicité mensongère, Simca-Chrysler utilise sans problème celui du B.U.M.I.D.O.M. et du ministère du Travail. Il a ainsi libre accès aux moyens d'informations les plus puissants : affichage, radio et télévision pour imposer ses slogans scandaleux : « Simca-Chrysler à Poissy, une usine au milieu des fleurs » !

Enfin, dernière commodité, c'est l'Etat qui paie le transport de la main-d'œuvre ainsi recrutée par ce véritable « comptoir de traite », c'est donc tout bénéfice pour Simca qui prévoit ainsi la déportation organisée de 4 000 Réunionnais pour les années à venir.

L'enfer de la chaîne

« On m'a promis que je serais P.1. J'attends toujours, on a fait à tous la même promesse. En réalité, ici, on est O.S., sauf quelques-uns. Si on demande des explications, on vous dit : « Avec ce que tu sais faire ? Tu as dû mal comprendre !... » Mais on a tous entendu la même chose !

A tous on a promis : la qualification de P.1, des primes avantageuses, des rémunérations de stages non négligeables, un logement confortable et gratuit, l'accès à des terrains de sports, piscines et salles de jeux, un salaire de 1 300 à 1 400 F par mois avec garantie de promotion !

La réalité, on s'en doute, est toute autre. Si l'ouvrier réunionnais loge à Mantes-la-Jolie, et travaille de jour, voilà son emploi du temps : il se lève à 5 heures du matin, prend le car à 5 h 30, le train à 6 h 08 et se trouve à 7 heures devant la chaîne. Le travail se termine à 16 h 45. Il est de retour au « foyer » à 18 h 35. Pour passer à l'indispensable douche — non prévue à l'usine —, il lui faut en moyenne une demi-heure d'attente. A 19 heures, il en a vraiment fini avec Simca.

S'il travaille de nuit, il quitte Mantes-la-Jolie à 15 h 30 et arrive à Poissy à 16 h 15 environ. Il doit courir pour gagner les vestiaires, se mettre en tenue et aller sur la chaîne. Il travaille de 16 h 45 à 2 h 45 du matin. Il arrive au foyer à 4 heures du matin et est obligé de déranger ceux des équipes de jour.

Pour leur repas en usine, les ouvriers réunionnais disposent de 30 minutes dont 15 seulement leur sont payées. Le coût du repas varie entre 2,50 F et 4 F. Mais ils paient aussi le prix du trajet en autocar : 1,80 F l'aller-retour et le train qui revient à environ 48 F la quinzaine.

Tous travaillent à la chaîne où ils doivent accomplir, pour un seul salaire, la tâche de trois, quatre, voire cinq ouvriers; deux exemples :

— Georges T... (21 ans) installe sur 800 moteurs chaque jour : les bougies des culasses, les huit goujons (boulons à deux faces) des culasses, le carburateur, la pompe à huile ;

— Claude M... monte et pose les deux roues gauche, effectue le boulonnage des écrous, installe la grille de vitesse (levier et branchement), ainsi que le câble du compteur.

Les cadences sont épuisantes : les O.S réunionnais estiment qu'ils accomplissent, en courant, un trajet de 12 kilomètres dans chaque journée de travail.

S'ils tombent malades — et c'est fréquent —, deux surprises les attendent : si on leur retient bien une partie de leur salaire pour « cotisation à la Sécurité sociale », en fait on a « oublié » de les déclarer, donc pas de remboursement des frais de maladie. De plus ils seront sanctionnés pour « absence non autorisée » : on leur retiendra environ deux jours de salaire pour un jour d'absence.

Les « zoreils » de la C.F.T.

Dès son arrivée à Poissy, l'ouvrier réunionnais reçoit d'emblée une carte d'adhérent à la C.F.T. : cela fait partie intégrante de l'avalanche des formalités à remplir. Il reçoit en contre-partie un agenda bleu qui lui donne droit à... une loterie, avec comme gros lot une « Simca 1000 Rallye » ! L'agenda vante les « avantages » de Simca : congés, gratifications, primes, etc.

Il y a ainsi plusieurs centaines de « zoreils » de la C.F.T. embauchés comme régleurs, vérificateurs, contrôleurs, chefs d'équipe qui engueulent et insultent les O.S. et passent le plus clair de leur temps, à part cela, dans les salles de repos dont ils sont les seuls à jouir.

Parqués comme du bétail

Quant au logement, voici ce qu'en disent neuf Réunionnais révoltés par les conditions de vie et de travail à Poissy :

« A la Réunion, Chrysler nous avait promis un logement correct. Nous logeons à Mantes-la-Jolie dans un grand immeuble appartenant à l'E.D.F. et sous-loué par Chrysler à ses ouvriers. Nous sommes 9 compatriotes à occuper un F 3 aménagé en logement collectif. Un F 3 pour neuf grandes personnes, vous ne croyez pas qu'on se fout de notre tête ? Cinq camarades couchent dans la plus grande pièce et les quatre autres dans deux petites chambres. Nous avons dans ces conditions un W.C. pour neuf, un lavabo pour neuf, une cuisine à deux feux pour neuf. Avec le service des 3×8 ou des 2×9, chacun a son horaire personnel. Quand un camarade arrive de la chaîne avec le corps moulu et la tête fatiguée pour tomber dans le sommeil, à ce moment-là son voisin de chambre se lève pour aller au W.C. ou à son travail. Impossible de se reposer correctement. Impossible d'avoir une vie personnelle et humaine. Nous sommes parqués comme bêtes à l'écurie... » Et ils paient chacun 200 F par mois !

L'exploitation sera balayée

Mais la colère gronde chez les ouvriers réunionnais comme parmi tous les autres travailleurs, émigrés et français, que pressure Simca, fermement unis dans l'action. Ils sauront lutter sans défaillance contre Simca et ses complices jusqu'à ce que, en France comme à la Réunion, les exploiteurs soient balayés sans retour.

D'après les informations fournies par l'Union Générale des Travailleurs Réunionnais en France (U.G.T.R.F.).

LE GOUVERNEMENT FAIT DES ECONOMIES !

Tout le monde le sait, la situation financière en France est difficile, c'est-à-dire la situation financière des gros capitalistes et du gouvernement. Pas les finances de l'ouvrier ou de l'employé qui sont tout le temps augmentées !

Alors le gouvernement cherche à faire des économies. Par exemple il augmente les tarifs des transports en commun. Mais il y a un secteur sur lequel il s'acharne particulièrement : c'est la Sécurité sociale. En effet quoi de plus coûteux que de payer des gens quand ils sont en congé de maladie, ou de leur rembourser les médicaments qu'ils achètent ? Ça ne rapporte rien d'aider les gens !

Après l'augmentation des cotisations Sécurité Sociale, après la diminution des remboursements de médicaments, le gouvernement trouve un autre moyen : contrôler les médecins !

Certains médecins abusent : ils donnent trop de congés, trop de médicaments au peuple. Ça ruine les caisses de la Sécurité sociale.

C'est bien connu : les gens prennent des congés pour un oui ou pour un non. Pour des bobos quoi ! Ça on cherche à le rentrer dans la tête du peuple. Et il faut le dire ça rentre un peu ! Alors expliquons sans arrêt cela : c'est faux, les ouvriers prennent rarement des congés. Regardons autour de nous, pour une ou deux exceptions, tout le reste ne s'arrête pas pour rien en réalité. Mais maintenant il ne va plus falloir s'arrêter, même quand on a quelque chose.

En effet, on vérifiera les ordonnances et les congés que donnent les médecins. « On », c'est-à-dire les gros pontes de la Sécurité sociale. Et ceci d'après une soi-disant moyenne ! Et les médecins donnant de l'avis de la Sécurité sociale trop de congés ou trop de médicaments seront punis : ils seront «déconventionnés». Qu'est-ce que ça donnera ? il n'y a déjà pas beaucoup de médecins... nous obtiendrons difficilement l'aide qui nous est due : en médicaments et congés. Le médecin deviendra un instrument direct de la grande-bourgeoisie.

Quant aux gros eux-mêmes, ne nous inquiétons pas, eux, ils ont l'argent pour payer un médecin et des médicaments sans être remboursé ! eux ils pourront se soigner.

A BAS LE GOUVERNEMENT DES EXPLOITEURS !

LE MEPRIS

« Sortez du troupeau des éternels fatigués » tel est le nouveau slogan publicitaire que l'on peut voir sur les bouteilles d'eau de Vittel. Un dessin y représente des travailleurs fatigués partant au travail.

Les exploiteurs poussent le mépris des travailleurs un peu trop loin.

Oui, les travailleurs sont exténués par l'exploitation forcenée que leur font subir les capitalistes. Mais ils auront assez d'énergie pour les abattre.

ESPAGNE :

VIVE LA LUTTE DES MINEURS DES ASTURIES!

Depuis le 3 octobre, des milliers de mineurs du bassin des Asturies sont en grève. Ils réclament en particulier l'augmentation de leurs salaires gravement attaqués par la hausse des prix, la semaine de 40 heures.

Malgré le lock-out et la levée de tout salaire, le mouvement touche toujours plus de travailleurs.

Déjà les stocks de charbon de l'entreprise Hunosa sont épuisés et le gouvernement fasciste envisage de faire appel à la Pologne révisionniste pour briser la grève des mineurs comme il l'a déjà fait dans le passé !

A travers toute l'Espagne, l'action des masses populaires s'intensifie et l'idée d'un Front révolutionnaire anti-fasciste et patriote devient une réalité de plus en plus forte.

SOUTIEN ACTIF AUX HEROIQUES MINEURS DES ASTURIES !

VIVE LE FRONT REVOLUTIONNAIRE ANTI-FASCISTE ET PATRIOTE !

VAGUE DE GRÈVES AUX U.S.A.

Alors que la grève des dockers de la côte Ouest américaine entrait dans son quatrième mois, les 45 000 dockers de la côte Est et du golfe du Mexique les ont rejoints dans la grève le 1er octobre, pour protester contre la brutale exploitation des monopoles U.S.

C'est la première fois dans l'histoire américaine que les dockers des deux côtes sont en grève en même temps. Ils mènent leur lutte avec détermination : des piquets de grève sont établis dans tous les ports de New York, New Jersey, Floride, Louisiane, etc., et les ouvriers des autres secteurs leur apportent un soutien très actif ainsi qu'aux 80 000 mineurs qui sont également en grève. Tous réclament une augmentation des salaires et l'amélioration des conditions de travail et protestent énergiquement contre la prétention du gouvernement Nixon de faire retomber sur la classe ouvrière américaine le poids de la faillite économique engendrée par sa politique pourrie.

Le gouvernement américain entend, une fois de plus, faire usage de la violence pour s'opposer à ces justes revendications. Nixon a invoqué le tristement célèbre loi Taft-Hartley — tant enviée par ses compères français ! — qui permet d'interdire la grève pendant 90 jours. Mais aucun signe n'indique que les grévistes sont prêts à abandonner leurs revendications et Nixon risque fort d'en être pour ses frais !

TURQUIE :

Arrêtons le bras du bourreau !

Ankara, le 9 octobre 1971, dix-huit jeunes patriotes ont été condamnés à mort par un tribunal militaire fasciste. Condamnés à mort pour avoir combattu les fantoches réactionnaires turcs vendus corps et âmes à l'impérialisme U.S. Et déjà de nouveaux procès se déroulent et de nouvelles condamnations à mort se préparent.

Oui, il faut que les travailleurs de France sachent que la Turquie est un pays où règne la terreur blanche. Un pays où les ouvriers qui luttent pour leurs droits sont chassés de leur travail, emprisonnés, torturés, assassinés, où les blindés encerclent les usines, où la gendarmerie charge les paysans, où des commandos de l'armée sont envoyés contre le peuple kurde en lutte pour son indépendance, où des hommes souffrent dans des camps de concentration, où des enfants sont tués.

Dans le village de Düvel, le paysan Dursun Janardaï est assassiné à coups de massue sur la tête alors qu'il voulait protéger son fils que les commandos torturaient.

Dans le village d'Arnas, les mêmes commandos voulaient circoncire de force les paysans chrétiens.

Ce sont là de ces scènes qui sont maintenant le lot de la Turquie. Un pays où règne le fascisme, où les tribunaux militaires font la loi de l'impérialisme U.S. et de ses valets locaux. Un pays où le masque de la démocratie est tombé. Et l'envoyé du Conseil de l'Europe Reverdin a osé dire : « *La Turquie est liée à l'idéal du monde libre.* » Un monde libre pour les tortionnaires !

Mais qu'on ne s'y trompe pas, derrière cette barbarie se cache la profonde faiblesse des réactionnaires turcs qui sont empêtrés dans des difficultés de tous ordres, qui voient grandir la lutte révolutionnaire des peuples de Turquie.

On ne peut faire taire un peuple

Les fascistes voulaient bâillonner les peuples de Turquie mais leur voix se fait plus forte que jamais.

Safak, journal des révolutionnaires prolétariens de Turquie, est imprimé et diffusé clandestinement en Turquie. Il est lu jusque dans les régions les plus reculées du pays. Autour de lui, ouvriers et paysans s'organisent.

Dans les usines Profilo, Pertriks, Akou, les ouvriers se sont mis en grève et ont occupé les usines. Face à l'armée qui les agresse, ils organisent la résistance.

Les paysans révolutionnaires du Çukurova appellent la paysannerie à la résistance au fascisme : « *Luttons contre les seigneurs de terres, occupons leurs terres qui sont à nous ! Pas de grâce aux usuriers ! Chaque seigneur abattu, chaque usurier disparu coupe un bras de ce pouvoir de laquais !... Les terres sont à nous. Soyons fermes dans cette lutte pour la terre, pour la fin de l'esclavage... Ce que nous voulons c'est la révolte contre les seigneurs et les propriétaires, protégés du pouvoir fasciste.* » Voilà ce qu'ils disent.

Malgré l'occupation des universités par l'armée, là aussi la résistance s'organise. « *Nous ne voulons pas des diplômes octroyés par le pouvoir fasciste.* »

Jusque devant les tribunaux, les révolutionnaires font entendre la voix du peuple et mettent en accusation les bourreaux.

A Kara Kamzali, les paysans ont mis en fuite le seigneur de la terre et ont affronté la gendarmerie.

Dans un autre village, les paysans ont moissonné les terres volées par les seigneurs.

Face à cela, le général fasciste Faik Türün déclare : « *L'armée s'opposera vivement aux ouvriers dans ce genre d'événements qui peuvent troubler l'ordre qui règne dans le pays et sur les lieux de travail. Vous allez rencontrer les ouvriers pendant le recensement. Si vous essayez de tromper ou d'exciter les ouvriers, je le saurai tout de suite car j'ai des oreilles parmi eux. Dans ce cas, je vous abattrai* » et ces propos nazis ne font que rendre la colère du peuple plus profonde.

En Turquie même, les marxistes-léninistes organisent les masses, réalisent l'union des ouvriers et paysans.

A l'extérieur du pays aussi la résistance s'organise. En Europe, les anti-fascistes se sont regroupés dans un Front Uni Patriotique dont le programme montre la voie pour abattre le pouvoir fasciste de Sunay-Tagmaç-Erim.

Pour que vivent les 18 !

Voilà bien pourquoi le pouvoir fasciste veut assassiner les dix-huit d'Ankara. Comme tous les réactionnaires au seuil de leur perte, il redouble de cruauté.

Nous manquerions à nos devoirs de marxistes-léninistes, à l'internationalisme prolétarien, si nous laissions accomplir ce crime. Que partout où nos camarades sont présents ils se mettent à l'action, résolument, pour empêcher le crime fasciste ! Qu'ils appellent les travailleurs de France, sous toutes les formes, à mettre en échec les bourreaux fascistes !

Le devoir des marxistes-léninistes et des travailleurs de France est d'autant plus grand que l'Etat fasciste français n'est pas étranger au crime qui se prépare. Le gouvernement turc l'a en effet appellé à son secours pour qu'il mette à sa disposition un juriste ayant participé à la mise au point de la « loi anti-casseurs » ainsi que des spécialistes de la répression. Ils se sont compris !

Comme l'a jeté à la face des généraux qui l'ont condamné, Deniz Gezmis, un des dix-huit d'Ankara : « Vive la Turquie libre ! »

SALUT ET SOUTIEN AUX DIX-HUIT D'ANKARA !

SALUT AUX MARXISTES-LENINISTES DE TURQUIE !

SALUT AUX PEUPLES DE TURQUIE !

ILS SERONT LES PLUS FORTS !

Une nouvelle épine dans le pied de l'impérialisme U.S. :

L'ARMÉE YANKEE EN DÉROUTE

« *Nous ne voulons pas être les derniers à mourir dans cette guerre* ».

Aujourd'hui, cette phrase tinte chaque jour aux oreilles des officiers américains. Le 9 octobre dernier, à la base Pace, les soldats d'une unité aéroportée, unité d'élite créée par Mac Namara il y a quelques années, ont refusé de combattre. « *Nous resterons dans nos bunkers !* ». Le capitaine les menace de la cour martiale... « Sortir est un suicide », disent-ils. La base est pilonnée par les tirs de mortier des combattants vietnamiens. Pourtant, « faire la guerre » dans ces conditions n'est pas nouveau pour les GI's... Mais quelque chose a changé : LE MORAL !

Drogue... désertions...

Depuis de nombreux mois, le désarroi est grand dans les rangs yankees. Le Pentagone ne peut plus en faire mystère ; plus d'un GI's sur deux s'adonne à la drogue... Cela en dit long sur le moral des soldats et leurs capacités combatives ! Cela en dit long aussi... sur les profits fabuleux des « fournisseurs » yankees et saïgonnais.

Les désertions se multiplient : 65 643 cas avoués par le Pentagone pour l'année 1970. Le colonel Heinl, officier yankee, de retour d'une visite dans les bases U.S., raconte une scène habituelle :

« Un soldat reçoit l'ordre d'aller au combat... Il met en ordre sa chemise et rend visite à ses copains dans un autre camp » !

...Mutineries...

Le refus de combattre n'est pas seulement individuel ; des compagnies entières se sont assises, les bras croisés, sur les champs de bataille ! Surtout la colère des soldats se tourne contre leurs chefs. 209 officiers tués par « fragging » en 1970 selon le Pentagone ! Qu'est-ce que le « fragging » d'officiers ? Balles perdues, erreurs de tir, explosions de bombes à fragmentation se multiplient et trouvent comme cibles... — « par erreur » — les officiers les plus détestés des hommes. 209 tués ainsi par les GI's ; chiffre officiel, bien au-dessous du chiffre réel ! Dans les bases U.S., les officiers crèvent de peur. Un GI's raconte :

« *Les garnisons américaines sont pratiquement désarmées. Les officiers, de peur de mourir, nous prennent les armes et nous enferment à clé* ».

...Et prise de conscience

Hier encore, les officiers et même les GI's se pavanaient : « Nous sommes la première armée du monde ! ». Aujourd'hui, c'est bien fini... Depuis des années, ils ont prétendu anéantir le « Vietcong » ! Pourtant, CE SONT LES COMBATTANTS VIETNAMIENS QUI ONT LE DESSUS SUR LE TERRAIN !

Beaucoup de GI's sont conscients de la supériorité militaire des Vietnamiens :

« *Chaque fois que l'aviation intervient, les mortiers viets recommencent à nous bombarder cinquante secondes après. C'est ainsi depuis des années. Il faut partir* ».

Il faut partir. C'est le désir des GI's du Vietnam. Cette sale guerre a ouvert les yeux de beaucoup. Certains commencent à comprendre les objectifs impérialistes de leurs supérieurs sous couvert de la « défense du monde libre ». D'autres entreprennent de lutter contre la discrimination raciale dans l'armée. Aujourd'hui, une pétition circule dans les bases U.S., qui témoigne de l'hostilité grandissante des soldats contre la politique impérialiste :

« *Nous soussignés, militaires américains en service au Vietnam, désirons exprimer notre opposition à la continuation de l'engagement militaire américain, des forces aériennes, navales et terrestres au Vietnam, au Laos, au Cambodge, ou dans d'autres pays du Sud-Est asiatique. Nous demandons au Congrès de prendre toutes les mesures nécessaires en vue d'assurer la cessation immédiate de toute hostilité dans le Sud-Est asiatique, de fixer une date prochaine pour un retrait militaire total, d'assurer le retour rapide et pacifique des prisonniers de guerre américains et d'assumer ses responsabilités pour la détermination dans l'avenir de la politique étrangère américaine* ».

Bientôt, seuls Nixon et ses comparses du Pentagone et des trusts voudront poursuivre leurs honteuses agressions... Alors sera proche le jour où les flots impétueux de la révolte du peuple américain et des peuples du monde les anéantiront !

Camille GRANOT.

A New York, des GI's manifestent contre la guerre d'agression. (« *Les GI's contre la guerre* », *sur la pancarte.*)

CITATIONS DU PRÉSIDENT MAO TSÉ TOUNG

L'exemplaire : 1,40 F

(disponible en 15 langues)
En vente à la librairie « Le Phénix »
72, bd de Sébastopol - Paris (3e)
(ou par notre intermédiaire)
(ajouter 15 % de port à toute commande)